



COMMUNE DE BOUGY-VILLARS

REGLEMENT COMMUNAL SUR LE SERVICE DE DEFENSE
CONTRE L'INCENDIE ET DE SECOURS

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1	GENERALITES	3
Art. 1.	But	3
Art. 2.	Commission du feu	3
Art. 3.	Corps de sapeurs-pompiers	3
Art. 4.	Service d'ordre.....	3
CHAPITRE 2	ORGANISATION DU CORPS DE SAPEURS-POMPIERS.....	4
Art. 5.	Le commandant	4
Art. 6.	Remplaçant du commandant.....	4
Art. 7.	Attribution de l'Etat-major	4
Art. 8.	L'Etat-major	5
Art. 9.	Responsable de l'instruction.....	5
Art. 10.	Le fourrier	5
Art. 11.	Responsable du matériel.....	5
Art. 12.	Groupe premier secours.....	5
CHAPITRE 3	SERVICE DE SAPEURS-POMPIERS	6
Art. 13.	Astreintes au service	6
Art. 14.	L'effectif.....	6
Art. 15.	Exemption.....	6
Art. 16.	Opérations de recrutement	6
Art. 17.	Incorporation.....	6
Art. 18.	Participation	6
Art. 19.	Limite d'âge	7
CHAPITRE 4	INTERVENTIONS ET EXERCICES.....	7
Art. 20.	Licenciement	7
Art. 21.	Réquisition.....	7
Art. 22.	Rapport d'intervention.....	7
Art. 23.	Exercices.....	7
CHAPITRE 5	TAXE D'EXEMPTION	8
Art. 24.	Taxe d'exemption	8
Art. 25.	L'exemption	8
Art. 26.	Recours	8
CHAPITRE 6	FRAIS D'INTERVENTION	8
Art. 27.	Les montants.....	8
CHAPITRE 7	DISCIPLINE	9
Art. 28.	Amendes	9
Art. 29.	Violation des obligations.....	9
Art. 30.	Sanctions	9
Art. 31.	Recours	9
CHAPITRE 8	ENTREE EN VIGUEUR.....	11
Art. 32.	11

Le Conseil général de la commune de Bougy-Villars et Le Conseil général de la commune de Féchy.

Vu l'article 9 de la loi du 17 novembre 1993 sur le service de défense contre l'incendie et de secours (LSDIS), vu la convention de regroupement au sens de l'article 10 LSDIS, passée entre les communes de Bougy-Villars et de Féchy ,vu le préavis des Municipalités, arrêtent

Chapitre 1 GENERALITES

Art. 1. But

¹Le présent règlement a pour objet l'organisation du service de défense contre l'incendie et de secours (SDIS) des communes de Bougy-Villars et de Féchy.

²Sont réservées les dispositions particulières de la convention intercommunale en matière de regroupement des moyens du SDIS.

Art. 2. Commission du feu

En plus du commandant du corps, de deux membres de la Municipalité de Bougy-Villars et de deux membres de la Municipalité de Féchy, la commission du feu est composée de deux autres membres désignés d'entente entre les deux Municipalités. Sa présidence et sa vice-présidence sont assurées à tour de rôle par l'un des municipaux délégués par chacune des deux communes.

Art. 3. Corps de sapeurs-pompiers

Le corps de sapeurs-pompiers est constitué de :

- l'Etat-major
- une compagnie comprenant : une section de sauvetage et un groupe de premier secours (PPS)

Art. 4. Service d'ordre

¹Sur demande de l'une des Municipalités, le corps peut être engagé pour assurer le service d'ordre dans le cadre de manifestations importantes.

²Les frais qui résultent de ce genre d'intervention sont à la charge de la commune demanderesse.

Chapitre 2 ORGANISATION DU CORPS DE SAPEURS- POMPIERS

Art. 5. Le commandant

¹Le commandant conduit le corps de sapeurs-pompiers et dirige l'état-major en vue d'assurer le bon fonctionnement et l'efficacité du SDIS sur l'ensemble du territoire des deux communes.

²Il veille à ce que toutes les mesures soient prises pour combattre les incendies et apporter les secours nécessaires.

Art. 6. Remplaçant du commandant

Le remplaçant du commandant supplée celui-ci en cas d'absence ou d'empêchement.

Art. 7. Attribution de l'Etat-major

L'Etat-major a les attributions suivantes :

¹ étudier tous les moyens propres à accélérer et à faciliter une intervention, en particulier en établissant une carte des ressources en eau et en élaborant des plans d'intervention pour tous les bâtiments ou parties de bâtiments courant de grands risques ou difficiles à défendre;

² veiller à ce que chaque membre reçoive une instruction sanitaire et autant que possible une formation polyvalente;

³ élaborer et soumettre à la Commission du feu le budget de l'année suivante et les comptes de l'exercice écoulé;

⁴ rédiger le rapport de gestion et le remettre à la commission du feu avant le 30 septembre de chaque année;

⁵ présenter aux Municipalités les propositions de nominations d'officiers;

⁶ nommer les sous-officiers;

⁷ proposer à la commission du feu les achats de matériel et d'équipement;

⁸ établir, avant le 31 décembre, le tableau des exercices pour l'année suivante;

⁹ proposer aux Municipalités les participants aux cours régionaux ou cantonaux;

¹⁰ gérer la restitution de l'équipement des officiers, sous-officiers et sapeurs libérés du service.

Art. 8. L'Etat-major

L'Etat-major est formé :

- du commandant du corps
- de son remplaçant
- du responsable de l'instruction
- du fourrier
- du responsable du matériel

Art. 9. Responsable de l'instruction

Le responsable de l'instruction organise la formation des sapeurs-pompiers et veille à ce que celle-ci soit la plus polyvalente possible.

Art. 10. Le fourrier

¹Le fourrier tient à jour les contrôles de corps et d'absences, rédige la correspondance, gère la comptabilité et conserve les archives du corps.

²Les avances de fonds lui sont faites par le boursier communal de la commune de Féchy sur la base des pièces comptables visées par le commandant.

Art. 11. Responsable du matériel

Le responsable du matériel veille à l'entretien du matériel et en tient le contrôle.

Art. 12. Groupe premier secours

¹Le groupe de premiers secours a la mission d'intervenir comme échelon de première intervention.

²Il est formé d'un chef, du remplaçant de celui-ci, de sous-officiers et de sapeurs, dans la mesure du possible titulaires du permis de conduire et disponibles en tout temps.

Chapitre 3 SERVICE DE SAPEURS-POMPIERS

Art. 13. Astreintes au service

Sont astreintes au service les personnes valides âgées de 20 ans à 47 ans.

Art. 14. L'effectif

¹A la fin de chaque année, le commandant fait rapport sur l'état des effectifs aux Municipalités, qui décident d'entente entre elles s'il y a lieu de procéder à un recrutement.

²Si l'effectif ne peut pas être complété ou renouvelé par des volontaires reconnus aptes au service, les personnes astreintes en vertu de l'article 13 ci-dessus sont convoquées par écrit.

Art. 15. Exemption

Toute demande d'exemption du service doit être présentée à la Municipalité de la commune de domicile de l'intéressé au plus tard avant la date du recrutement et être accompagnée le cas échéant d'un certificat médical.

Art. 16. Opérations de recrutement

¹Les opérations de recrutement sont faites par les soins de l'Etat-major du corps.

²Les personnes reconnues les plus aptes au service sont incorporées jusqu'à concurrence des besoins du contingent. Elles en sont informées par l'Etat-major.

Art. 17. Incorporation

¹La décision d'incorporation peut faire l'objet d'un recours à la Municipalité de la commune de domicile de l'intéressé dans les 10 jours dès sa communication à ce dernier.

²La décision de la Municipalité est susceptible de recours au Tribunal administratif dans les 20 jours dès sa communication.

Art. 18. Participation

¹Chaque membre du corps de sapeurs-pompiers est tenu de rejoindre le corps sans délai en cas de sinistre ou d'alarme. En outre, il est tenu de participer aux exercices, aux services de garde et de prévention et à tout service auquel il est convoqué.

²Le sapeur-pompier qui est empêché de participer à un service doit demander une dispense à l'Etat-major quarante-huit heures à l'avance au moins ou, s'il n'a pas

été en mesure de le faire, lui remettre un justificatif dans les vingt-quatre heures qui suivent.

³Tout service effectué est indemnisé par le versement d'une solde.

Art. 19. Limite d'âge

Le service prend fin le 31 décembre de l'année durant laquelle la personne atteint la limite de l'âge de l'obligation de servir ou par la prise d'un nouveau domicile hors de l'une des deux communes ou encore par l'inaptitude au service.

Chapitre 4 INTERVENTIONS ET EXERCICES

Art. 20. Licenciement

¹Aucun sapeur-pompier ne doit quitter les lieux d'un sinistre ou d'un service avant l'ordre de licenciement.

²Avant le licenciement, les officiers veillent à ce que le matériel soit nettoyé et remis en état. Ils procèdent ensuite au contrôle du licenciement.

Art. 21. Réquisition

Le chef d'intervention est habilité à réquisitionner des civils et des véhicules et à faire distribuer des vivres et des boissons si la durée ou la difficulté de l'intervention le nécessite. Les frais en résultant sont à la charge de la commune sur le territoire de laquelle le sinistre s'est produit.

Art. 22. Rapport d'intervention

Le chef d'intervention rédige un rapport qui est transmis aux Municipalités et en copie à l'inspecteur du SDIS.

Art. 23. Exercices

¹L'état-major établit un tableau des exercices et le soumet pour adoption aux Municipalités.

²Une fois adopté par les deux Municipalités, le tableau est remis à tous les membres du corps.

Chapitre 5 TAXE D'EXEMPTION

Art. 24. Taxe d'exemption

Les personnes en âge de servir et non incorporées sont soumises au paiement d'une taxe d'exemption de 50 francs par personne.

Art. 25. L'exemption

Sont considérées comme non valides ou inaptées au service au sens de l'article 22 alinéa 1er LSDIS et exemptées du paiement de la taxe d'exemption les personnes au bénéfice d'une rente d'invalidité et les femmes durant la grossesse et les deux années qui suivent une naissance.

Art. 26. Recours

¹Les décisions d'assujettissement à la taxe d'exemption sont notifiées par écrit aux intéressés.

²Elles sont susceptibles de recours à la commission communale de recours de la commune de domicile de l'intéressé dans les 30 jours dès leur notification.

³Le recours contre les décisions de la commission communale de recours est réglé par la loi sur la juridiction et la procédure administratives.

Chapitre 6 FRAIS D'INTERVENTION

Art. 27. Les montants

¹ Pour un déclenchement intempestif d'un système d'alarme au sens de l'article 23 alinéa 4 LSDIS, les montants suivants sont facturés:

- 100 fr. pour la deuxième alarme survenue durant l'année civile;
- 150 fr. pour la troisième alarme survenue durant l'année civile;
- 300 fr. par alarme, dès la quatrième alarme survenue durant l'année civile.

² Les frais du CR sont facturés en sus.

Chapitre 7 DISCIPLINE

Art. 28. Amendes

¹Toute personne incorporée qui viole les obligations résultant du présent règlement ou qui enfreint les ordres donnés est passible d'une amende.

²Dans les cas de peu de gravité, l'amende peut être remplacée par la suppression de la solde ou par la réprimande.

³Lorsque la faute ou le comportement de l'intéressé est particulièrement grave, l'amende peut être assortie de l'exclusion du corps.

Art. 29. Violation des obligations

Constituent une violation des obligations de service notamment:

¹ l'absence sans excuse valable à une intervention, à un exercice ou à un autre service mentionné à l'article 18 ci-dessus;

² l'abandon de poste, l'insubordination, le scandale, l'ivresse ou la désobéissance;

³ la détérioration volontaire ou par négligence des équipements confiés;

⁴ l'adjonction ou la falsification faite dans le livret de service;

⁵ l'utilisation des équipements en dehors du service;

⁶ l'arrivée tardive ou en tenue incomplète ou malpropre;

⁷ tous autres comportements portant préjudice au bon fonctionnement du corps.

Art. 30. Sanctions

¹L'amende ou l'exclusion du corps est prononcée par la Municipalité de la commune du domicile de l'intéressé sur proposition de l'état-major.

²La réprimande ou la suppression de solde est prononcée par le commandant.

Art. 31. Recours

¹Les décisions du commandant peuvent être contestées devant la Municipalité de la commune du domicile de l'intéressé dans les 10 jours dès leur communication à ce dernier.

²Les amendes prononcées par la Municipalité peuvent être contestées par voie d'opposition ou d'appel en application de la loi sur les sentences municipales. Pour les autres décisions, la procédure est réglée par la loi sur la juridiction et la procédure administratives.

Chapitre 8 ENTREE EN VIGUEUR

Art. 32.

Le présent règlement entre immédiatement en vigueur dès son approbation par le Conseil d'Etat.

Approuvé par la Municipalité de Bougy-Villars le 18 mai 2005

Le Syndic

La Secrétaire

Richard Gerritsen

Barbara Kammermann

Adopté par le Conseil général de Bougy-Villars dans sa séance du 27 juin 2005

Le Président

La Secrétaire

Jean-Paul Morandi

Corinne André

Approuvé par la Municipalité de Féchy le 17 mai 2005

Le Syndic

La Secrétaire

Francis Liard

Margueritte Pilloud

Adopté par le Conseil général dans sa séance du 28 juin 2005

Le Président

La Secrétaire

Marc Morandi

Joëlle Membrez

Approuvé par le Conseil d'Etat dans sa séance du 20 décembre 2005
L'atteste, le Chancelier